

Bulgarie*

Sandrine Cazes,

Département des études de l'OFCE

Avec 110 911 km² et quelque 9 millions d'habitants (dont 1,5 millions Turcs), la Bulgarie est un pays faiblement peuplé (81 hab/km²), dont le niveau de vie figure parmi les plus bas d'Europe.

Elle se caractérise, parmi ses voisins d'Europe de l'Est, par un attachement inconditionnel à la ligne dictée par Moscou depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Cette fidélité tient sans doute à des liens traditionnels entre les deux pays (russophilie des bulgares, libération par les russes de la domination ottomane en 1878) qui se sont concrétisés par une aide soviétique considérable au cours des dix premières années d'après-guerre : celle-ci a été, par habitant, la plus importante de celles accordées aux pays socialistes. La Bulgarie a pu ainsi s'engager dans la voie de l'industrialisation en bénéficiant d'un soutien technique et matériel dans tous les domaines économiques.

Suivant le schéma habituel, la collectivisation forcée et quasi totale (achevée dans les années cinquante), s'est accompagnée de la mise en place de plans quinquennaux orientés d'abord vers l'industrie lourde

1. Indicateurs démographiques

	Population en millions	- 15 ans en %	+ 65 ans en %	Taux de mortalité infantile (a)	Taux de mortalité (b)	Taux de natalité (b)
1950	7,2	—	—	94,5	10,2	24 (c)
1970	8,5	22,6	10,5	27,5	9,1	16,3
1989	9	21	11	15	12	13

Superficie : 110 911 km²

Densité (1989) : 81 habitants / km²

(a) pour 1 000 naissances.

(b) pour 1 000 habitants.

(c) 1947.

Source : INED, *Population et sociétés*.

(*) Cette étude a été réalisée avec l'aide de Bénédicte Babikian, stagiaire au département des études de l'OFCE.

**2. Structure de la population active
(en % du total)**

	1960	1980	1988
Agriculture	54,5	23,9	19,5
Industrie	19,4	31,4	33,0
Autres	26,1	44,7	52,5
Total	100	100	100
Part de la population active dans la population totale en %	54,5 (a)	51,0 (b)	52,4 (c)

(a) pour 1956.

(b) pour 1975.

(c) pour 1985.

Source : FMI, *World Economic Outlook*, mai 1990, et BIT (part de la population active).

(l'énergie et la métallurgie ont obtenu la moitié des investissements au cours des trois premiers plans), puis, dans les années soixante, vers l'industrie chimique, enfin vers l'électromécanique et l'industrie de haute technologie dans les années soixante-dix. Cette dernière orientation était conforme aux décisions adoptées par le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) en 1971, qui attribuait à chacun de ses membres une spécialisation dans le cadre d'une division internationale du travail.

Les structures économiques

La production

La structure de la production bulgare correspond aujourd'hui à celle d'un pays industriel : l'industrie et l'agriculture réalisent respectivement 60 et 12,5 % de la production totale, la négligence du secteur agricole entraînant de graves problèmes d'approvisionnement en biens alimentaires (tableau 3).

Pendant l'économie a été, jusqu'à présent, handicapée par un excès de concentration autant dans l'industrie que dans l'agriculture, du fait d'une subdivision strictement hiérarchisée de l'organisation productive, allant des unités élémentaires de travail ou « brigades » (150 personnes en moyenne) aux grandes unités économiques nationales telles que les « associations économiques d'Etat » et les « complexes agro-industriels ».

3. Structure du produit matériel net en 1988

Par origine		Par utilisation	
Prix courants	en % du total	Prix courants	en % du total
Agriculture	12,5	Consommation	75
Industrie	60,0	Accumulation	25
Construction	9,3		
Services productifs.....	18,2		
Total	100,0	Total	100,0

Source : The Economist Intelligence Unit, *Bulgaria Country Report*, N° 1, 1990.

L'agriculture, par exemple, est dominée par quelques 295 « complexes agro-industriels » d'environ 18 000 ha chacun, employant en moyenne 3 000 travailleurs, et regroupant à la fois des fermes et des entreprises de transformation alimentaire. Il existe cependant un petit secteur privé, particulièrement efficace malgré une liberté d'initiative restreinte et une main mise de l'Etat sur la production. Ainsi, les lopins personnels, qui n'occupent pourtant que 12 % des terres, fournissent la moitié de la production de viande et d'œufs et le quart de la production de lait.

Cette production est bien entendu insuffisante pour combler les défaillances d'une planification trop centralisée ; celles-ci se traduisent par des difficultés d'approvisionnement (la pénurie touchait 47 % des articles alimentaires et 60 % des non alimentaires en juillet 1989, selon les sources officielles, et ces insuffisances se seraient récemment aggravées, en particulier pour le pétrole) et par un fonctionnement artificiel, à coups de déficits budgétaires, de nombreuses entreprises : un quart de celles-ci sont subventionnées par l'Etat, ce qui opère une ponction de 27 % sur son budget ; le déficit budgétaire représente ainsi plus de 10 % du PNB bulgare et les recettes de l'Etat couvrent à peine un quart des dépenses budgétaires (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*). Les subventions versées aux entreprises cherchent à masquer une infrastructure productive en mauvais état — 45 % des installations industrielles sont jugées obsolètes — qui entraîne une production peu économe en énergie et en matières premières.

La croissance

Le taux de croissance annuel du produit matériel net s'est progressivement ralenti à partir des années soixante-dix. Mais en 1988, il s'est réduit de moitié, devenant même négatif en 1989. Il faut noter que ces

chiffres ne tiennent que partiellement compte d'une inflation sur laquelle les données officielles ne disent rien (celle-ci aurait été proche de 11 % sur la période 1985-1989, selon un économiste bulgare cité par l'Economist Intelligence Unit, EIU).

4. Indicateurs d'offre et de demande (taux de croissance annuels)

	1976-1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 (c)
Produit matériel net	6,1	5,0	4,2	3,0	4,6	1,8	5,3	5,1	2,4	-0,4
Production industrielle	6,0	5,4	4,6	4,3	4,2	3,2	4,0	4,2	5,0	2,2
Production agricole	2,1	5,9	5,2	-7,2	7,0	-12,3	11,7	-5,1	-0,1	0,4
Consommation	4,0	5,3	3,7	2,9	4,9	3,3	3,6	4,6	3,6	—
Investissement	0,1	14,8	-3,3	-3,6	6,2	-0,8	23,8	-10,7	4,1	—
Emploi total (sphère matérielle)	0,3	1,3 (1,2)	0,7 (0,6)	0,1 (0,1)	— (-0,5)	-0,1 (-0,3)	0,5 (0,2)	0,2 (-0,1)	— (-0,2)	-2,8 (-3,5)
Productivité du travail (a)	6,2	3,8	3,6	2,9	5,1	2,1	5,2	5,0	2,6	3,2
Productivité du capital (b)	-1,8	-2,3	-3,2	-3,9	-0,5	-4,1	0,2	-2,6	-4,3	—

(a) produit matériel net par employé dans la sphère matérielle.

(b) produit matériel net par unité de capital productif dans la sphère matérielle.

(c) estimation ONU.

Source : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, différentes années.

L'année 1989 a enregistré, globalement, des performances particulièrement mauvaises : la production agricole a diminué de 0,4 % (sources EIU) et la production industrielle est passée d'un taux de croissance annuel de 5 % en 1988 à un taux de 2,2 % en 1989 (ONU). La récession qui semble toucher l'ensemble de l'économie bulgare, s'explique par les nombreuses perturbations de l'année : agitation politique, grèves et émigration de 320 000 Turcs fuyant la politique d'assimilation forcée — bulgarisation du patronyme, atteintes à la liberté d'expression en langue turque et à la pratique religieuse — grâce à l'ouverture de la frontière turque. Ceci aurait entraîné en 1989 une diminution de l'emploi de 1,1 % selon l'ONU, de 2,8 % selon l'EIU.

Dans le secteur agricole, la situation est de plus aggravée, depuis 1987, par des difficultés climatiques renforcées par la défectuosité d'un

système d'irrigation qui exacerbe l'effet des sécheresses. L'agriculture souffre aussi d'un manque de main-d'œuvre dû à l'exode rural et d'une détérioration qualitative des travailleurs agricoles (une grande partie d'entre eux est constituée de personnes âgées).

Dans l'industrie, l'électronique, l'électromécanique et l'ingénierie — qui représentent à eux trois environ un tiers de la production industrielle totale — ont vu leur production diminuer de 1,2 %, et d'autres secteurs clés comme l'énergie, le charbon ou la métallurgie sont passés à des taux de croissance négatifs. La seule branche industrielle qui semble avoir fortement progressé en 1989 est l'imprimerie (avec un taux de croissance de 8,7 %) mais elle ne représente que 0,4 % du total du produit industriel. Le textile, le cuir et la production de biens de consommation ont augmenté d'environ 4 % : le développement de l'industrie légère faisait partie des priorités du plan quinquennal de 1985.

5. Revenus et épargne des ménages

	1981-1985	1986	1987	1988	1989
Revenu réel par tête (taux de croissance annuel)	3,7	2,8	4,0	3,4	-2,4
Salaire réel par employé (taux de croissance annuel)	2,3	1,6	4,3	3,7	-1,2
Prix à la consommation (a) (taux de croissance annuel)	0,9	3,5	—	1,3	9,2
Dépôts d'épargne • en valeur (b) • en volume (1980 = 100)	12,9 —	16,2 145,2	17,1 153,3	18,4 162,8	19,0 154,0
Taux d'épargne (c)	—	3,0	4,4	—	—
Propension marginale à épargner	—	-122,4	37,4	—	—

(a) prix de détail dans le secteur d'État.

(b) en milliards de leva.

(c) flux d'épargne financière sur revenus monétaires.

Source : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

La position extérieure

La situation extérieure de la Bulgarie est critique. Aux déséquilibres internes viennent s'ajouter des déficits externes importants : dégradation du commerce extérieur (– 8,1 % en 1989 par rapport à son niveau de 1988 d'après l'EIU) — les exportations ont diminué d'environ 6,3 % et les importations de 9,9 % — déficit proche de 1,5 milliards de dollars de la balance courante en devises convertibles. Ce déclin est général : il touche les échanges avec les pays du CAEM, les PED et les pays occidentaux. Toutefois, c'est par rapport aux PED que la dégradation est la plus sensible. Le pourcentage d'échanges avec ces pays était très élevé et les surplus dégagés étaient en fait largement artificiels car entretenus par d'importants crédits à l'exportation. La Bulgarie a revu sa politique commerciale dans ce domaine, puisqu'elle refuse désormais d'exporter à des conditions créditrices aussi généreuses qu'auparavant.

Les échanges commerciaux avec les pays occidentaux sont sous-développés ; ils sont restés déficitaires (1,4 milliards de dollars au taux de change officiel, pour 1989, selon l'EIU), malgré les efforts des autorités : la Bulgarie est ainsi le pays de l'Est qui enregistre le déficit commercial le plus élevé avec cette zone. Toutefois une légère amélioration s'est produite au cours du premier semestre 1989.

6. Volumes d'exportations et d'importations totales (en taux de croissance annuel, %) Saldes commercial et courant en monnaies convertibles (en milliards US \$)

	1971-1975	1976-1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 (a)
Exportations	10,0	12,9	8,3	11,4	4,5	4,7	7,4	-3,7	1,8	2,0	-9,5
Importations	14,3	3,2	9,3	3,1	5,2	2,2	10,5	3,9	-1,4	6,0	-9,3
Solde commercial	—	0,3	0,7	0,7	0,3	0,6	-0,1	-1,1	-0,4	-1,2	-1,4
Solde courant	—	0,2	0,6	0,7	0,5	0,7	0,0	-1,2	-0,5	-1,3	-1,7

(a) estimations.

Source : UN, ECE. *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

Enfin, les échanges avec les pays du CAEM (62,8 % avec l'URSS) ont également été réduits : les exportations ont baissé de 3,8 % et les importations de 10,7 % ; d'un côté, les excédents dégagés vis-à-vis des pays socialistes ne permettent pas à la Bulgarie de compenser ses déficits en devises convertibles ; d'un autre, l'URSS se plaint quant à

elle de la mauvaise qualité des produits bulgares. Or, en 1971, la Bulgarie avait été consacrée fournisseur du CAEM en biens de haute technologie (électronique notamment), ceux-ci représentant 27 % des exportations.

7. Commerce international par zones (1980, 1985 et 1988)
(en % du total en valeur)

Groupe de partenaires	Exportations			Importations		
	1980	1985	1988	1980	1985	1988
CAEM	66,4	73,8	80,9	75,4	73,6	73,8
• URSS	49,9	56,6	62,8	57,3	56,1	53,7
• Autres	16,5	17,2	18,1	18,1	17,5	20,1
OCDE ⁽¹⁾	15,8	8,5	6,4	17,2	15,2	15,5
Reste du monde ⁽²⁾	17,8	17,7	12,8	7,4	11,1	10,6

(1) sauf Australie et Nouvelle Zélande, mais incluant la Yougoslavie.

(2) pays en développement et pays socialistes hors CAEM.

Source : OCDE, *Perspectives économiques*, N° 47, juin 1990.

8. Commerce extérieur total par produits, 1987
(millions de dollars US)

Exportations		Importations	
Produits industriels	12 664	Produits industriels	14 817
Produits de transformation des produits agricoles	3 006	Produits de transformation des produits agricoles	1 257
Produits agricoles non transformés	324	Produits agricoles non transformés	22
Total	15 993	Total	16 300

Source : The Economist Intelligence Unit, *Bulgaria Country Report*, N° 1, 1990.

La dette

Partant d'une situation relativement saine en 1984 (la dette avait régulièrement diminué depuis la fin des années soixante-dix), la dette brute extérieure a plus que triplé sur la période 1984-1988, passant de 2,1 milliards de dollars en 1984 à plus de 7,9 milliards en 1988 (tableau 9), tandis que les réserves diminuaient (de 2,1 milliards de dollars en 1985 à 1,8 milliards en 1988, tableau 10). Ainsi le rapport dette nette/exportations a été multiplié par quatre sur la période. La situation est de plus aggravée par le fait que la dette est en grande partie constituée d'emprunts à moins de deux ans, d'où un service annuel particulièrement pesant (*Les Echos*) : la moitié des recettes en devises fortes passe dans le service de la dette. Par ailleurs la Bulgarie détient un grand nombre de créances sur des PED peu solvables (Lybie, Syrie, Iran et Irak notamment). Le montant total de ces créances s'éleverait à 7 milliards de dollars selon PlanEcon.

9. Endettement extérieur en devises convertibles

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 (a)
Dette convertible (millions de \$)									
• brute	3 162	2 977	2 482	2 165	3 720	5 075	6 269	7 946	9 500
• nette	2 352	2 017	1 312	737	1 629	3 694	5 183	6 168	8 260
Dette «réelle» (b) (millions de \$ 1988)									
• brute	3 910	3 878	3 556	3 487	4 604	5 399	5 803	7 946	—
• nette	2 871	2 632	2 033	1 657	2 242	3 906	4 771	6 168	—
Structure par type d'emprunt (en % du total)									
• Prêts officiels et garantis	21	30	42	46	43	31	29	26	—
• Prêts bancaires	71	64	56	53	56	66	70	71	—
• FMI/BRI	0	0	0	0	0	0	0	0	—
• Autres (non OCDE)	8	6	2	1	1	3	2	3	—
Ratios d'endettement									
• Dette nette/exportations de biens	67	59	44	22	50	143	175	196	263
• Service de la dette/ exportations de biens	20	23	20	17	15	32	34	39	40

(a) prévision.

(b) La dette réelle est évaluée à taux de change constant (1988) pour donner une indication de l'effet des variations de change.

Source : OCDE, *Financial Market Trends*, 45, février 1990.

10. Vulnérabilité nette (en milliards de \$)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Besoin de financement total	0,5	0,4	1,0	0,6	1,1	2,7	2,6	3,4	3,9
Déficit courant ⁽¹⁾	-0,4	-0,6	-0,4	-0,7	0	0,9	0	0,7	0,8
Emprunts	0,9	1,0	1,4	1,3	1,1	1,7	2,4	2,7	3,1
• long terme	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,8	0,8
• court terme	0,5	0,5	1,0	0,9	0,8	1,2	1,7	1,9	2,3
B. Ressources totales	1,3	1,6	1,5	2	2,7	2,1	1,9	3,0	2,3
• réserves ⁽²⁾	0,8	1,0	1,2	1,4	2,1	1,4	1,1	1,8	1,2
• crédits inutilisés	0,5	0,6	0,3	0,6	0,6	0,7	0,8	1,7	1,1
C. Vulnérabilité (B - A) ⁽³⁾	0,9	1,1	0,5	1,4	1,7	-0,6	-0,5	-0,4	-1,6

(1) Un signe positif indique un déficit courant, donc un besoin de financement.

(2) Réserves à la BRI.

(3) Un signe négatif indique une vulnérabilité nette.

Source : OCDE, *Financial Market Trends*, 45, février 1990.

En mars 1990, il a été officiellement reconnu que la dette extérieure s'élevait à 10,8 milliards de dollars. Cet endettement massif, pour une population de 9 millions d'habitants, ne manque pas d'éveiller la prudence des institutions créditrices. Le G24 a pourtant récemment décidé d'étendre son aide à la Bulgarie, malgré la suspension unilatérale, au printemps, des remboursements bulgares.

Réformes et perspectives

Depuis les années soixante, plusieurs réformes et restructurations de la vie économique et politique bulgare ont été formulées, mais peu ont été appliquées ; de plus, elles n'ont jamais réussi à mettre en cause le fonctionnement d'un système qui a persisté dans ses rigidités et ses dysfonctionnements.

Cependant le désordre politique, les grèves, l'inflation galopante depuis les élections de juin, la pénurie des produits de base et la

poursuite probable de la récession en 1990 (le chiffre de - 3,7 % a été avancé) ont conduit le nouveau gouvernement de M. Loukanov à annoncer la mise en place d'un programme d'urgence. Ce programme aurait pour objectifs l'assainissement de la situation critique de la balance des paiements, la rénovation et la stabilisation de l'économie (lutte contre l'inflation entretenue par le déficit budgétaire). Des filets de sécurité seraient prévus pour les travailleurs qui pourraient perdre leur emploi. Le gouvernement a ainsi prévu la création de 120 agences pour l'emploi et l'établissement de conditions d'indemnisation des chômeurs : ceux-ci devraient recevoir pendant trois mois l'équivalent du montant de leur salaire antérieur, puis respectivement 90, 80 et 70 % de ce salaire au cours des trois mois suivants ; à la fin de cette période le montant de l'allocation deviendrait égal au salaire minimal.

Le type de réforme économique qui se met en place actuellement en Bulgarie, est proche, dans sa conception et sa conduite, de la *perestroïka* : la volonté de changements profonds émane du Parti Communiste, la population, déchirée par des problèmes de nationalités, n'ayant pas su organiser de véritable opposition. Comme en URSS, l'agriculture devient une des priorités du gouvernement : M. Loukanov a promis une aide « maximale » (sous forme de prêts et de subventions) aux producteurs agricoles qui obtiendraient les meilleurs rendements. De plus, la limite pesant sur la taille des entreprises agricoles privées devrait bientôt être levée.

D'autres projets de réformes sont en cours, en vue de stimuler la concurrence, d'amener les entreprises à s'intéresser davantage au profit et d'encourager l'initiative du secteur privé ; des mesures concernant la réduction des investissements, la réforme du système bancaire — 52 banques commerciales ont été créées en 1989 — et l'autorisation de la propriété privée et étrangère sont en préparation. La Bulgarie cherche également à améliorer ses relations politiques et économiques avec les autres pays, ainsi qu'à développer le tourisme. Le nouveau plan quinquennal (1991-1995) prévoit par exemple la convertibilité partielle du *leva* : les entreprises pourront constituer des fonds de valeur en *leva* convertibles et les salariés pourront être partiellement rémunérés dans cette monnaie. Enfin, la Bulgarie a l'intention de soumettre sa candidature au FMI, à la BIRD et au GATT ; elle est également en pourparlers avec la CE à propos d'un accord commercial.

Les incertitudes politiques actuelles rendent cependant hasardeuse toute affirmation sur l'évolution économique à venir autre que l'engagement dans l'économie de marché. Le débat est ouvert quant à la rapidité et l'intensité des réformes. Pour le moment, la voie suivie semble être celle d'une transition en douceur vers l'économie mixte, mais il existe une tendance radicale favorable à un changement complet et rapide. Quoi qu'il en soit, il est vraisemblable que la situation d'endettement du pays donnera au FMI le dernier mot en la matière.

Achévé de rédiger le 20 septembre 1990.

Références bibliographiques

Deutsche Bank, 1990 : *Osteuropa Special*

Frankfurter Allgemeine Zeitung, Février 1990.

OCDE, 1990 : *Financial Market Trends*, n° 45, Février

PlanEcon, 1989 : *Report*, Juin.

The Economist Intelligence Unit, 1990 : *Bulgaria, Romania, Albania, Country Report*, n° 1

UN (ONU), ECE : *Economic Survey of Europe*, différents numéros.